



Assemblée générale

Distr.: Limitée
9 octobre 2002

Français
Original: Arabe

**Comité spécial chargé de négocier
une convention contre la corruption**
Troisième session
Vienne, 30 septembre-11 octobre 2002
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de convention des Nations Unies
contre la corruption, l'accent étant mis en particulier
sur les articles 1^{er} à 39**

Propositions et contributions reçues des gouvernements

Jamahiriya arabe libyenne: amendements aux articles 11, 12, 19 et 20

Article 11: Secteur privé

1. [Cette proposition concerne uniquement la version arabe.]

Article 12: Normes comptables

Paragraphe 1

2. Il est proposé de remplacer les mots “de ses lois et règlements internes” par les mots “de sa législation interne”, dans la mesure où le mot “législation” englobe les lois, les décisions, les règlements et autres dispositions juridiques par lesquels l'administration exprime sa volonté, y compris les ordonnances, instructions et publications.

Article 19: Incrimination de la corruption impliquant un agent public

Variante 2

3. Il est proposé de modifier la variante 2 de manière à ce qu'elle renferme des expressions bien définies, plus générales et compatibles avec les termes juridiques actuellement employés en matière d'incrimination des actes de corruption, d'intermédiation abusive, de favoritisme et d'abus d'autorité. Le texte de la variante 2 serait donc libellé comme suit:



“Variante 2

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d’infraction pénale aux actes suivants:

a) Le fait, pour un agent public, de solliciter ou d’accepter, directement ou indirectement, tout don injustifié, en espèces ou en nature, pour lui-même ou pour d’autres, en contrepartie de l’accomplissement ou du non-accomplissement d’un acte;

b) Le fait de promettre, d’offrir ou d’accorder directement ou indirectement à un agent public tout don injustifié, en espèces ou en nature, pour lui-même ou pour d’autres, en contrepartie de l’accomplissement ou du non-accomplissement d’un acte.”

Article 20: Complicité, instigation ou tentative

Variante 4

4. La Jamahiriya arabe libyenne appuie la variante 4. Il est proposé de modifier cette variante en remplaçant les mots “d’instigateur, de complice ou de receleur” par les mots “ou de collaborateur”, compte tenu de l’évolution des notions du droit pénal quant à la distinction établie entre la participation à un acte délictueux et la contribution à cet acte. Les mots “ou à tout autre titre” devraient également être supprimés. Le texte serait libellé comme suit:

“Variante 4

Chaque État Partie adopte les mesures nécessaires pour conférer le caractère d’infraction pénale à la participation à titre d’auteur, de coauteur ou de collaborateur à la commission ou à la tentative de commission de l’une quelconque des infractions établies conformément à l’article [...] de la présente Convention.”
